



On avance !

« Ni le gouvernement, ni le patronat n'ont terminé avec notre unité syndicale. Ils n'en ont pas terminé avec les revendications. Ils n'en ont pas terminé non plus avec les mobilisations ».

Les propos de Gérard Aschieri au sortir de la réunion unitaire du 20 mars sont clairs, plus clairs encore que l'accord auquel cette réunion a abouti : nous sommes au début du mouvement de fond qui doit permettre de renverser le rapport de forces en faveur des salariés, de préserver et d'améliorer leurs droits, leurs salaires, leurs retraites, leur protection sociale, leurs libertés.

La journée de grèves et de manifestations du 19 mars, succédant à celle du 29 janvier, a été un succès encore plus important.

Les salariés de tous les services publics du département ont participé massivement, d'une façon ou d'une autre, à l'expression de leur exigence de changement, à l'expression de leur exaspération devant l'accroissement des injustices.

Non seulement ils ne sont pas responsables de la crise et ils ne veulent pas en supporter les conséquences, mais encore ils ont dit, depuis des mois, que cette politique au service exclusif des riches ne pouvait que mal tourner.

Au niveau mondial, l'emballement inexorable du système capitaliste vers une logique de plus en plus exclusivement financière ne peut que produire davantage d'injustice, davantage d'inégalité, davantage de pollution, davantage de guerres, davantage de misère en face de davantage de richesse insolente. Notre monde n'est pas le leur, mais c'est eux qui le dirigent et l'exploitent à leur profit : il faut que ça change.

Les conséquences de cette crise sont et vont être très importantes. Le rôle de notre organisation syndicale est très important dans sa défense des salariés.

Il ne s'agit pas seulement de préserver et garantir des intérêts salariaux et statutaires immédiats. Il s'agit de donner aux salariés des fonctions publiques, en lien avec les usagers des services publics, toute leur place dans la défense du modèle social, mais surtout dans son amélioration et sa nouvelle conception de base d'élaboration d'une société plus juste, plus égalitaire, où la production est conçue en fonction des besoins de la population. Ce qui est retourner la situation actuelle où la production est

conçue en fonction des exigences de rentabilité financière et où les besoins des gens sont façonnés en fonction de ces exigences.

Par ailleurs, notre fédération, dont un des ressorts est la recherche de l'unité de lutte, travaille et doit davantage travailler à la construction sans relâche de l'unité syndicale, seul moyen de parvenir à renverser le rapport de forces.

Travailler à l'unité ne veut pas dire subordonner le niveau de revendication à l'unité, mais faire en sorte que le travail unitaire à la base permette cette unité syndicale sur des bases qui permettent une transformation sociale.

Dernier point, qui n'est pas une mince affaire, mais qui évolue lui aussi en fonction des dégradations des salaires, des conditions d'emploi et de travail aux niveaux européen et mondial : la recherche du travail syndical unitaire à ces niveaux.

Ces chantiers nous indiquent un emploi du temps chargé pour les mois à venir. Mais ils sont à notre portée : le monde salarial bouge partout.

Si on ajoute la recomposition syndicale qu'entraîneront les réformes gouvernementales de la représentativité syndicale et du paritarisme dans la fonction publique, nous pouvons nous dire que nous n'allons pas nous ennuyer dans les mois qui viennent !

C'est ici que l'importance de la stratégie de notre courant de pensée prend son sens.

La liaison avec le politique est évidente, puisque ce sont les organisations politiques qui déterminent les choix économiques et politiques de notre pays. Nous avons tous regretté la lisibilité insuffisante des alternatives politiques existant en France, qui permettent aux salariés d'espérer voir aboutir leurs luttes dans la mise en place d'une autre logique.

Il ne faut cependant pas engager le syndicat sur une voie étroite en subordonnant la réflexion et l'action syndicales à la réflexion et la stratégie électorale d'une organisation politique.

C'est plutôt le contraire qu'il faut construire : élaborer un programme de défense des intérêts des salariés, **quoi qu'ils pensent et quels qu'ils soient**, à partir duquel des organisations politiques puissent penser leur activité propre.

Unité & Action travaille et doit encore travailler bien davantage à réunir encore bien plus largement les salariés de la fonction publique sur la défense des services publics, sur la défense de leurs intérêts individuels et collectifs. C'est sur ces bases de luttes, partout, que peuvent se construire des convergences. Convergences fédérales à l'intérieur de la FSU. Convergences avec tous les autres services publics. Convergences avec les salariés du privé.

C'est ce qu'a permis de commencer et c'est ce que permet de continuer la plateforme du 5 janvier, dite « appel du 29 janvier 2009 ». Notre FSU n'est pas pour rien dans l'élaboration de cette plateforme.

Le président de la République et le gouvernement, exprimant les besoins du patronat et des banques, nous étourdit d'annonces incessantes de « réformes », dans une espèce de stroboscope législatif qui nous forcerait à sans cesse courir après ces annonces. Il faut que nous imposions, il faut que le mouvement syndical impose la réflexion et la discussion sur NOTRE projet économique et nos exigences de défense des intérêts des salariés et de la population.

C'est l'enjeu des luttes actuelles. Attendre le 1^{er} mai, comme le proposent des organisations syndicales minoritaires, est une grave erreur.

Nous nous reverrons vite dans la lutte commune.

Nous avançons !